

Admission au Collège universitaire session 2015

Copie épreuve d'histoire (Coefficient 2)

COMPOSITION Sujet 1 : Les combats de la résistance française contre l'occupant et contre le régime de l'Etat français

Durant l'hiver 1940, les soldats français chantent « On ira pendre notre linge sur la ligne Siegfried » s'inscrivant alors dans le même optimisme d'août 1914. Pourtant, en mai et juin 1940, l'armée française subit un débâcle en l'espace de trois semaines, impuissante face à la stratégie de guerre éclair de l'Allemagne. Dès lors, l'occupation se met en place et une nouvelle forme de régime naît de cette déroute avec l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet. La république est ainsi supprimée et certaines libertés fondamentales reniées. Face à ces deux ennemis, une résistance se forme, dispersée et peu organisée. On peut définir la résistance par un mouvement protéiforme qui possède plusieurs modalités d'action allant du sabotage à la propagande, et qui s'opère de 1940 à 1944. Nous pouvons donc nous demander : En quoi l'unification progressive de la résistance à travers l'idéal républicain a-t-elle permis de surmonter les divisions internes et de mener à la libération ? Si au commencement la résistance mène un combat dispersé face à l'Etat français et au régime nazi de 1940 à 1942 (I), elle a su s'organiser en unifiant ses forces entre 1942 et 1943 (II) ce qui a permis la libération du territoire et le rétablissement de la république (III).

Dans un premier temps, la résistance est divisée et n'a pas d'objectif commun car il existe certaines tensions idéologiques.

En effet, la résistance revêt plusieurs aspects comme le montre l'historien Olivier Wieviorka. On distingue alors la « résistance-mouvement » qui est caractérisée par l'emploi de la propagande et une volonté d'influencer la population et la « résistance-réseau » qui est une entité plus spécialisée dans des opérations de sabotage ou de renseignement. Il y a donc une différence entre les différentes structures qui n'œuvrent pas toutes selon les mêmes modalités. Le 18 juin 1940, deux jours après la nomination de Pétain en tant que président du conseil, le général de Gaulle, alors ancien sous-secrétaire dans l'armée, lança un appel à la résistance. Il est de ce fait un des premiers pionniers de ce mouvement et exhorte la population à combattre un double ennemi. Pour lui, « la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ». Néanmoins, l'appel est peu entendu malgré sa diffusion plusieurs jours de suite sur la BBC. Seuls quelques hommes influents à l'instar de René Cassin ou Felix Eboué qui est gouverneur du Tchad le rejoignent. On estime alors à environ 5000 les effectifs des Forces françaises libres à l'été 1940, dont une centaine d'hommes provenant de l'île de Sein. Ce peu d'engouement pour la résistance montre alors une certaine passivité de la population envers l'occupant et surtout envers l'Etat français. L'historien H. Amouroux parle de « 40 millions de pétainistes » en 1940 pour souligner un certain attachement à la figure d'homme providentiel de Pétain du fait de ses faits d'armes à Verdun.

La résistance est alors dispersée et est caractérisée par de nombreuses actions isolées comme des étudiants qui déposent des gerbes sur la tombe du soldat inconnu le 11 novembre 1918 ou le préfet Jean Moulin qui refuse de cautionner un texte dégradant envers l'armée française. Quelques mouvements se constituent néanmoins avec au Nord Libération-Nord de Christian Pineau, le Front national de Pierre Villon et d'autres mouvements comme ceux de la résistance, et au sud trois principaux mouvements avec Franc-Tireur de Jean-Pierre Lévy, Libération-Sud avec d'Astier de La Vigerie et enfin Combat d'Henri Frenay. Pour Olivier Wieviorka, ce n'est donc pas de Gaulle qui a engendré les mouvements résistants car ceux-ci se sont constitués de manière spontanée à l'instar de l'étudiant en philosophie Philippe Viannay et son mouvement Défense de la France. Par ailleurs, la résistance est constituée de toutes les catégories sociales et les paysans, qui sont pourtant la majorité de la population, ne

représentent que 8% des effectifs totaux de la résistance. Cela montre que le combat des résistants est aussi mené par des hommes politiques ou des universitaires.

Enfin, il existe au départ des tensions politiques héritées de la III^{ème} République. D'une part, les communistes résistent massivement après l'opération Barbarossa et l'invasion de la Russie le 22 juin 1941 et d'autre part de nombreux hommes de tendance conservatrice s'engagent. L'objectif et les idéaux ne sont alors pas les mêmes pour tous les résistants avec certains qui luttent contre un double ennemi, et des individus comme Henri Frenay qui considèrent le régime de Vichy comme une « bonne chose ». Les combats n'ont donc pas tous pour but d'éliminer l'Etat français. En outre, les mouvements sont divisés sur les modes d'opération à adopter. Ainsi, les Franc tireurs et partisans dirigés par Charles Tillon souhaitent mener une lutte armée contre l'ennemi et d'autres résistants privilégient le renseignement et la coopération avec les services de renseignement britanniques (SOE). Enfin, tous les mouvements ne souhaitent pas uniformément se soumettre à de Gaulle comme le FN qui considère qu'ils doivent rester indépendants.

Entre 1940 et 1942, on assiste à un essor progressif de la résistance avec la création de mouvements qui ne poursuivent malgré tout pas les mêmes objectifs. C'est donc dans le courant de 1942 que l'unification des mouvements s'opère à travers l'idéal républicain et que les combats s'intensifient.

Tout d'abord, face à l'intensification de la répression en zone nord et au durcissement du régime de Vichy, de Gaulle décide d'envoyer Jean Moulin pour coordonner les actions de la résistance. C'est ainsi qu'en janvier 1942 Jean Moulin est parachuté en France avec le titre de délégué général. En février 1942, Christian Pineau de Libération-Nord rencontre le général de Gaulle. Cette rencontre marque le premier lien entre la résistance de l'intérieur et celle de l'extérieur. Cette unification est accélérée par l'invasion en novembre de la zone sud par le nord. Dès cette date, c'est toute la France qui est occupée. Cela brise en outre le mythe de « Vichy-bouclier » qui n'a pas su empêcher cet événement et qui collabore activement avec l'occupant nazi. Par conséquent, les rangs de la résistance grossissent d'autant plus que les FFL sont auréolés de gloire après leur victoire à Bir Hakeim en 1942 par Koenig montrant aux alliés que la lutte contre le nazisme s'effectue à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de la France.

Cette victoire donne alors du crédit à de Gaulle qui après avoir cessé de fustiger la III^{ème} République écrit dans un manifeste en 1942, les objectifs que doivent tenir la résistance interne et externe. Sous l'influence de Christian Pineau, de Gaulle modère donc ses critiques envers la III^{ème} République ce qui permet d'apaiser les tensions avec les mouvements de résistance attachés à la République. C'est ainsi qu'en janvier 1943 les trois mouvements principaux de la zone sud s'unissent en formant les MUR malgré les profondes divisions internes. En effet, cette unification doit faire face au fort caractère de Frenay qui est un conservateur et d'Astier de La Vigerie qui est plutôt à gauche. C'est sous l'objectif commun de la République que ces mouvements s'unissent et marquent la première étape de l'union de la résistance. Ils créent alors une armée secrète dirigée par le général Delestraint chargée de mener une lutte armée. Par ailleurs, la résistance intensifie son action armée et sa lutte prend une nouvelle forme. L'Armée secrète, l'ORA du général Frère ou encore les FTP avec leur section de la main d'œuvre immigrée accentuent les opérations de sabotage et n'hésitent plus à assassiner certains dirigeants nazis.

En outre, la défaite de Stalingrad en février 1943 et la débâcle de la bataille de Kursk montrent que l'armée allemande n'est pas invincible et qu'elle peut être vaincue. Les dirigeants prennent alors conscience qu'il faut s'unir et décident de créer un organe unique en Europe, le CNR (Conseil National de la Résistance). Cette rencontre du 27 mai 1943 rue du Four à Paris marque en effet une situation originale. Les chefs de huit grands mouvements de résistance, les représentants des syndicats et des partis s'assemblent malgré les clivages politiques dans le but de vaincre l'Allemagne et de rétablir la république.

En août 1943, les forces de l'extérieur se rendent aussi compte que seule l'unification peut mener à la victoire contre l'occupant. De Gaulle et le général Giraud basé à Alger décident donc d'unir leurs forces en créant une Armée française de la libération. L'unification est aussi accentuée par la création du comité français de libération nationale qui permet à la France d'obtenir une légitimité auprès des alliés et d'unifier le pouvoir politique.

A l'été 1943, la France est donc unifiée dans une structure unique qu'est le CNR et organise un combat contre un double ennemi avec une coordination entre l'intérieur et l'extérieur. Ce rassemblement des mouvements de résistance permet alors de la fin de 1943 à 1944 d'aider à libérer la France.

Tout d'abord, avec l'instruction du service du travail obligatoire dans le courant de l'année 1943, des maquis se forment pour lutter contre l'ennemi. Ainsi, les mouvements se fondent parfois dans les maquis pour lutter contre le double ennemi. Charles Tillon élabore la « Théorie de la boule de Mercure » qui vise à organiser des opérations furtives contre l'ennemi en petit nombre. Toutefois la répression est violente car les nazis répercutent les actions des résistants sur les civils avec des massacres. A Oradour-sur-Glane, les SS de la division Das Reich enferment alors des femmes, des enfants dans une église et y mettent le feu entraînant la mort de plusieurs centaines de civils. Partout la répression est violente, d'autant plus que l'Allemagne subit des défaites à l'Est.

Les alliés et les résistants mettent alors en œuvre de manière conjointe des opérations de débarquement en s'appuyant sur les renseignements fournis par le BCRA dirigé par Pierre Brossolette. Les mouvements de résistance s'assemblent alors dans le Mouvement de la libération nationale qui comprend les MUR et d'autres mouvements comme Défense de la France. D'autre part, Koenig achève l'unification des différents corps-francs en fondant dans les forces françaises de l'intérieur plusieurs groupes comme l'AS, l'ORA, les FTP-MOI. Les mouvements de résistance voient alors leurs effectifs s'amplifier de manière considérable avec un peu moins de 500 000 FFI au mois de juin 1944.

La dernière étape des combats contre l'ennemi est alors la réussite de l'opération Fortitude qui consistait à faire croire à l'Etat français et à l'occupant que le débarquement aurait lieu au Nord. Le 6 juin 1944, les alliés débarquent donc dans le cadre de l'opération Overlord grâce aux renseignements français. Selon William Donovan, chef de l'OSS, plus de 80% des informations utiles au débarquement ont été fournies par les résistants. Toutefois, Olivier Wieviorka relativise cette donnée dans Histoire du débarquement en Normandie en montrant que sans l'aide des résistants, la libération aurait certes été plus longue et sanglante, mais qu'elle aurait abouti. Les résistants aident donc à libérer la France lors de la bataille des haies en Normandie et en libérant de nombreuses villes comme Limoges, Toulouse et Paris le 25 août 1944. Les combats des résistants ont donc mené à la libération progressive du territoire. Néanmoins, pour finir de vaincre l'ennemi, de Gaulle rétablit la République par une ordonnance et s'appuie sur le programme du 15 mars 1944. Ainsi, l'ennemi est vaincu et les partisans de l'Etat français sont jugés par des Hautes Cours de Justice comme P. Laval qui est exécuté et Pétain qui va en prison à perpétuité. L'épuration fait néanmoins des morts parmi les collaborationnistes et marque une ère sombre de la résistance avec la tonte de 20 000 femmes soupçonnées d'avoir familiarisé avec l'ennemi.

Enfin, pour rétablir la République et sa légalité après les combats, de Gaulle s'appuie sur un « mythe résistancialiste » (H. Rousso) qui est contesté par des historiens comme Pierre Laborie qui relativise l'élan et l'engouement pour la résistance. En effet, « *on peut applaudir le chef de l'Etat tout en désapprouvant sa politique, on peut être hostile à l'occupant tout en lui restant fidèle* » pour Pierre Laborie.

De 1940 à 1944, la résistance française a donc su surmonter ses divisions pour s'unir face à l'ennemi. Cela montre que l'idéal républicain est enraciné dans l'esprit des résistants et ce malgré les dissensions idéologiques. Ainsi, l'époque de la résistance est l'histoire de la redécouverte progressive de l'idéal républicain, mis à mal par une III^{ème} république fragile. Néanmoins, la résistance est remise en question par des historiens comme Olivier Wieviorka dans Histoire de la résistance qui montre que les combattants n'auraient pas réagi face au génocide et qu'ainsi les résistants sont coupables de ne pas avoir aidé les juifs qui étaient pourtant des victimes des exactions contre l'ennemi.